

Comment la fraude et corruption ont été les vraies causes de la crise « sanitaire »



[Source : anthropo-logiques.org]

Par Jean-Dominique Michel

J'inaugure ici la série de publications présentant les contributions des différents intervenants aux colloques de Lisbonne et Marseille sur le thème « Corruption et fraude dans la crise COVID depuis 2020 ». Je ne commence évidemment pas avec la mienne par nombrilisme, mais parce que la crise dite sanitaire a révélé un degré de gravité sans précédent dans le phénomène (pourtant identifié de longue date) de corruption institutionnelle et systémique des politiques de santé.

La crise que nous avons vécue depuis 2020 n'aura eu en définitive de sanitaire que l'épithète camouflant ses vraies causes. C'est la conclusion à laquelle m'ont conduit les recherches que j'ai menées depuis le mois de février 2020.

J'ai présenté cette hypothèse forte à Lisbonne et Marseille, avec comme toujours une vaste somme de références à l'appui. Comme celles-ci figurent dans le corps de ma présentation, je ne les ai pas répétées dans le texte qui suit. Le lecteur intéressé se référera à mon exposé et/ou au diaporama de celui-ci, dans lequel figurent près de 120 références documentaires. Mon ouvrage « *Covid-19 : anatomie d'une crise sanitaire* » (paru au mois de mai 2020 aux éditions HumenSciences) ainsi que les différentes présentations que j'ai faites dans le cadre du Conseil scientifique indépendant ou lors du séminaire que j'ai été invité à donner à l'IHU Méditerranée-Infection en contiennent de nombreuses autres...

Les présentations du colloque portant sur les statistiques (Pierre Chaillot), l'épidémiologie et les modélisations (Vincent Pavan), l'informatique (Emmanuelle Darles) ou encore l'histoire de la corruption médicale (Olivier Soulier), ainsi que celles des autres intervenants, complètent ce que je nomme et expose ici. Ces contributions seront rendues publiques au cours des deux semaines à venir.

Les colloques de Lisbonne et Marseille ont été organisés grâce

au soutien de généreux donateurs. Qu'il soient ici chaleureusement remerciés !



Ligue Nationale Pour la
Liberté des Vaccinations

infovaccin.fr



La corruption systémique et endémique des systèmes de santé

Jean-Dominique Michel, anthropologue de la santé, auteur du livre Covid : anatomie d'une crise sanitaire (éd. Humensciences), expose depuis mars 2020 tous les aspects de corruption systémique et les mensonges dans les systèmes de santé. Il est membre du CSI (Conseil Scientifique Indépendant).

Alors que l'instrumentalisation des politiques sanitaires au service d'intérêts prioritaires autres que ceux de la population est connue de longue date comme un problème systémique, la crise du Covid a été l'occasion d'une étonnante amnésie collective (à moins qu'il se soit agi d'un interdit) à ce sujet. Ceci pendant que les processus de corruption directs et indirects se diffusaient largement à d'autres milieux, posant désormais la question de leur possible endémicité au cœur de notre société.

- Pour visionner la vidéo de la conférence sur Odysee : cliquer [ici](#).

Au mois de décembre 2019, un départ de feu épidémique fut signalé en Chine. Si dans un premier temps, les gouvernements occidentaux semblèrent relativement confiants quant aux risques encourus, les choses tournèrent brusquement entre février et mars 2020. Paniqués par les images dramatiques venant de la ville de Wuhan, puis d'un foyer en Italie du Nord, les gouvernements occidentaux prirent un ensemble de mesures sans précédent et qui avaient pour particularité d'avoir été évaluées comme étant inutiles et dommageables dans toute la littérature en épidémiologie infectieuse.

On expliqua ainsi qu'il fallait confiner la population pour « tasser la courbe » des contaminations, assurant que cela ne durerait que 15 jours et que toutes les mesures seraient levées ensuite. On vit d'autres décisions tout à fait stupéfiantes être prises ensuite, comme la mise en échec du premier rideau (contre les épidémies) des médecins généralistes, l'interdiction faite d'utiliser certains traitements précoces, ainsi que l'injonction de laisser les patients seuls à domicile avec du paracétamol jusqu'à ce qu'éventuellement ils se péjorent au point de nécessiter d'être hospitalisés en urgence.

Ayant très tôt cherché à connaître l'ordre de gravité de l'épidémie, j'avais découvert dès la mi-mars (les informations étaient alors parfaitement disponibles) que le COVID-19 était relativement bénin, d'un ordre comparable à une grippe un peu forte en termes de dangerosité et de létalité. Cette évaluation a été révisée à la baisse depuis, les plus récentes estimations montrant que pour la population âgée de moins de 70 ans, elle aura été équivalente à la grippe annuelle – ni plus ni moins.

Il existait certes un risque particulier pour les personnes plus âgées, mais l'absence de protection et d'accompagnement ne pouvait constituer une réponse adéquate aux besoins de cette tranche d'âge. Les bonnes pratiques en matière de gestion des épidémies prévoient de laisser la société vivre le plus normalement possible tout en protégeant les groupes à risque, avec un ensemble de mesures adaptées. Ici, tous les principes cardinaux furent piétinés au profit de mesures que l'on savait de longue date inefficaces et fortement dommageables pour la population dans son ensemble. Ayant produit un certain nombre de textes et accordé des entretiens je fus surpris de voir qu'ils eurent instantanément une très forte résonance avec un plusieurs millions de lectures en quelques jours – alors que je ne faisais qu'indiquer ce que n'importe quel expert en santé publique raisonnablement compétent pouvait aisément comprendre à partir des données disponibles.

Cette séquence un peu folle ne fut pas suivie d'un retour à la raison, mais à l'inverse d'une sorte de fuite en avant empilant les mesures absurdes les uns sur les autres, avec l'imposition du port du masque en population générale, la fermeture d'écoles, de commerces et de restaurants, des dispositifs de traçage numérique, la fermeture de frontières alors même que le virus était

déjà en circulation dans les différents pays, un mésusage généralisé des tests PCR sans contrôle des taux d'amplification – ce qui a comme conséquence de multiplier le nombre de faux malades – et, pour faire bonne mesure, jusqu'à l'imposition plus tard de passes sanitaires et vaccinaux !

On a marché sur la tête

Il faut savoir que le point commun de ces mesures est de ne s'appuyer sur aucune science digne de ce nom. On vit donc un ballet d'absurdités mises en œuvre par des responsables gouvernementaux aussi autoritaires que déboussolés, sous les injonctions d'une caste médico-sanitaire toute-puissante qui multiplia les injonctions arbitraires au mépris de toute science et de toute éthique. Avec in fine une destruction socio-économique infiniment supérieure au risque provoqué par l'épidémie elle-même...

Ces réalités, nous fûmes quelques-uns à les énoncer assez rapidement, rejoints en cours de route par de plus en plus de spécialistes et d'experts. Le *British Medical Journal*, la moins corrompue des principales revues médicales, se fendit d'un éditorial tonitruant en novembre 2020 en nommant que nous étions en pleine dérive et en pleine corruption, avec pour résultat des conséquences littéralement dramatiques (les passages soulignés en gras le sont de mon fait).

« La science est actuellement réprimée pour des raisons politiques et financières. Le Covid-19 a déclenché la corruption de l'État à grande échelle, et elle est nuisible à la santé publique (...)

La politisation de la science a été déployée avec enthousiasme par certains des pires autocrates et dictateurs de l'histoire, et elle

est maintenant malheureusement monnaie courante dans les démocraties. Le complexe médico-politique tend à supprimer la science pour engraisser et enrichir ceux qui sont au pouvoir. Le complexe politico-médical tend à supprimer la science pour engraisser et enrichir ceux qui sont au pouvoir.

Et, à mesure que les puissants deviennent plus prospères, plus riches et plus intoxiqués par le pouvoir, les vérités dérangeantes de la science sont supprimées. Lorsque la bonne science est supprimée, les gens meurent. »

Silence et corruption

On aurait évidemment pu s'attendre à ce qu'une mise en garde de cet ordre énoncée par une revue aussi prestigieuse et crédible que le BMJ soit prise sérieusement en considération. Eh bien ici, absolument pas : ce signalement (comme ceux qui suivirent) resta lettre morte, sous une omerta de plomb. Avec

notamment un travail de propagande virulent produit par les médias de la presse écrite et audiovisuelle. Lesquels se comportèrent comme les sectateurs d'une idéologie totalitaire ne tolérant aucun débat et aucune contradiction, en transgression de son éthique et de sa déontologie, mais aussi de sa responsabilité sociale.

Si la panique d'une caste médiatico-politique pouvait éventuellement expliquer la somme d'erreurs commises au tout début de la gestion de l'épidémie, cette hypothèse devenait de plus en plus faible au fur et à mesure que le temps passait. On vit apparaître de manière notoire des procédés de disqualification frauduleux des traitements précoces et de négation de la bonne science, avec des visées intéressées évidentes. Notamment, les autorités de santé et les centres hospitalo-universitaires se mirent à recommander des remèdes hyper coûteux, toxiques et même carrément dangereux, tout en disqualifiant des remèdes à l'utilité démontrée par des données probantes de qualité.

Ce motif n'avait toutefois guère de quoi surprendre un œil averti. Étant moi-même un des bons connaisseurs de la corruption systémique dans le domaine de la santé, je me trouvais en terrain connu. La réalité de cette corruption est peu connue du grand public et plus étonnamment peut-être de la plupart des responsables politiques. Pourtant cela fait plus de vingt ans que l'on a identifié de la manière la plus claire qui soit que l'entier des systèmes de soins dans les pays occidentaux est captif de logiques qui font passer la santé et la protection de la population à l'arrière-plan des intérêts lucratifs de l'industrie pharmaceutique.

Celle-ci a infiltré tous les étages décisionnels du système de soins de sorte qu'elle manipule à sa guise, grâce à ses affidés, la recherche et la production de sciences, l'enseignement et la pratique médicale aussi bien que les politiques sanitaires. Ce constat, posé par des autorités aussi incontestables que la Chambre des Communes britanniques le Sénat français, le Rapporteur de la Commission des droits de l'homme des Nations-Unies, la Commission européenne elle-même ou encore les centres d'éthique des plus prestigieuses universités aurait dû mettre la puce à l'oreille. Au lieu de cela, on assista à un déchaînement tous azimuts de la corruption, avec un ensemble de motifs aberrants.

Douce confiance

Comme celui de faire une confiance aveugle à des firmes pharmaceutiques criminelles multirécidivistes : le nombre de condamnations civiles et pénales par exemple, aux États-Unis uniquement, entre l'an 2000 et 2020 se monte à près de 1 000 pour un total cumulé de 56 milliards de dollars d'amendes. Ceci pour un ensemble de crimes et délits allant de la falsification de données jusqu'à l'homicide, en passant par la tromperie sur la marchandise, la corruption d'autorités de santé et de fonctionnaires, les essais cliniques illicites sur les populations ou (selon l'anglicisme consacré) la « charlatanerie ».

Or la caste médico-scientiste unanime annonçait la bouche en cœur que nous devons prendre pour parole d'évangile la production « scientifique » de cette industrie, que l'on sait pourtant génériquement frauduleuse. La dimension systémique de la corruption en santé est aujourd'hui fort bien documentée : on sait comment l'industrie s'y prend pour falsifier la science en usant de toutes sortes de stratagèmes pour, par exemple, disqualifier des traitements efficaces faisant concurrence aux siens ou promouvoir des traitements sans efficacité en faisant croire qu'ils en ont une.

Les médecins et scientifiques sont eux-mêmes pris en tenaille entre deux réalités : la première est qu'aujourd'hui, il serait impossible à quiconque se permettrait de contester cette somme d'inconduites de faire carrière où d'occuper une position de prestige.

L'autre est que l'industrie déploie tout un intense travail de manipulation psychologique et même d'ingénierie sociale envers les médecins pour éviter qu'ils mesurent la gravité de ce à quoi ils participent. Ce thème de la sujétion de la profession médicale s'est manifesté de manière transversale dans la gestion de la « crise sanitaire ».

Des responsables occupant des positions d'autorité, comme Antoine Flahault à l'Institut de « Santé globale » de l'Université de Genève ou encore Samia Hurst, Caroline Samer ou Didier Pittet, professeurs aux Hôpitaux Universitaires de Genève, ont participé activement à la production et à la promotion de contenus relevant de la fraude scientifique. Ceci en désinformant diligemment la population, en transgression de toutes les règles éthiques en santé publique.

Médias de masse

Les mass medias ont joué un rôle particulièrement délétère dans cette affaire, réservant leurs tribunes et plateaux à ces apparatchiks de la corruption et en attaquant avec virulence toutes les voix divergentes. On en est ainsi venu à faire croire à l'existence d'un consensus en faveur des mesures de contrainte présentées abusivement comme sanitaires, consensus qui n'a jamais existé dans la réalité.

À l'inverse, le vrai consensus scientifique international était celui énoncé dans la déclaration de Great Barrington, signé par plus de 65 000 scientifiques et médecins, affirmant qu'il fallait mettre un terme au plus vite à la dérive en cours et revenir aux principes de la santé publique et de son éthique.

Des titres auparavant prestigieux et respectables comme *Le Monde* et *L'Express* en France ou *Le Temps* en Suisse se sont engagés dans un travail de désinformation d'une sidérante systématité. Comme l'ont relevé nombre d'épidémiologistes de réputation mondiale, les principaux pourvoyeurs de désinformation et autres *fake news* aujourd'hui ont été ceux-là mêmes qui au sein des rédactions et autres agences de presse prétendaient les combattre.

Ces journalistes ont systématiquement monté en épingle la science la plus falsifiée tout en tirant à boulets rouges sur celle qui, produite selon les règles de l'art, apportait une contradiction documentée au dogme dominant.

Pendant qu'Antone Flahault réclamait à cor et cris les mesures les plus injustes, inefficaces et brutales contre les groupes les plus vulnérables de la population (en particulier les enfants), Caroline Samer cautionnait de son autorité une méta-analyse réalisée par des doctorants, qui constituait une pure escroquerie scientifique.

En France, les épidémiologistes Cauchemez et Fontanet ont pareillement produit des papiers frauduleux à la demande du gouvernement pour justifier les confinements, la fermeture des restaurants puis l'imposition du passe sanitaire. Mon excellent collègue du Conseil scientifique indépendant, le mathématicien chercheur Vincent Pavan a pu détecter dans leurs modélisations où se situaient les fraudes et truanderies. Un dépôt de plainte de pénal à leur encontre s'en est suivi pour production et usage de faux.

Corruption et collusion

Il faut ainsi savoir qu'aujourd'hui, il existe une inconduite gravissime et généralisée dans le milieu médico-scientifique, organisé et dissimulé par la presse, les agences de santé et les plateformes du numérique. Cette collusion, dont la finalité est d'empêcher tout débat digne de ce nom en censurant les scientifiques intègres, a conduit à l'imposition d'une idéologie sanitaire appelée « doxa du COVID » par Laurent Mucchielli, sociologue et directeur de recherche au CNRS. Il a montré que les quatre composantes de cette narration (à savoir, nous vivons une épidémie d'une gravité dramatique ; aucun traitement précoce n'est disponible ; les mesures de contraintes sont nécessaires ; et seul le vaccin nous sauvera) sont entièrement fausses, mais assurent le marché à l'injection génique expérimentale présentée comme un « vaccin ».

Nous l'avons vu, la gravité réelle du Sars-CoV-2 est bénigne. Sans le dévoiement des tests PCR faisant croire à une abondance de cas sans correspondance dans la réalité, l'épidémie aurait été considérée comme terminée dès juillet 2020 selon le meilleur connaisseur des épidémies respiratoires pour la France, l'épidémiologiste Laurent Toubiana.

La palette de traitements précoces disponibles est remarquablement abondante en ce qui concerne le Covid. De récentes études ont montré que le simple fait de prescrire une supplémentation en zinc permettait de réduire de moitié le risque d'hospitalisation. Une supplémentation en vitamine D fait quant à elle baisser ce risque de 80 %, sans même parler des remèdes comme les macrolides (azithromycine en particulier), l'ivermectine (qu'un député socialiste a traité de « remède pour les ânes » alors qu'il figure dans la liste des médicaments essentiels de l'OMS...) ou même l'Artemisia, qui disposent d'une somme de données probantes à l'appui de leur efficacité contre le Covid carrément rare dans la pharmacopée !

Les mesures de contrainte n'ont quant à elles aucune validité avérée (contrairement à leurs effets dommageables), et n'auraient dès lors jamais dû être imposées selon les bonnes pratiques en santé publique. Elles relèvent de la superstition, mais non de la science. L'imposition du port du masque constituant un cas d'école, hélas, puisqu'il provoque bel et bien une asphyxie (hypercapnie), particulièrement risquée chez les jeunes avec un risque de surinfection bactérienne fortement accru.

Enfin, l'injection génique expérimentale, imposée par la manipulation, le harcèlement et même la contrainte (un délit pénal) s'est avérée un fiasco retentissant ! Ne pouvant plus prétendre que l'injection protégeait de la contamination, les autorités ont été réduites à affirmer qu'elle protégeait au moins contre les formes graves, cette assertion étant au final elle aussi démentie par les faits.

Au bout du compte il reste de tout cela un énorme désastre produit par les « mesures » imposées.

Comment cela est-il arrivé ?

Lorsqu'on analyse la manière dont les bonnes réponses sanitaires (et les plans pandémie qui avaient été prévus) ont été mis en échec, on trouve quelques motifs intéressants. Tout d'abord, c'est la Chine qui a dicté les réponses sanitaires mondiales alors même qu'elle employait des méthodes d'une brutalité inouïe et sans validité scientifique probante. L'OMS a ensuite assuré le relais en osant affirmer que les méthodes chinoises constituaient désormais les stratégies sanitaires à appliquer – à l'encontre de tout bon sens, de toute science digne de ce nom ainsi que de la connaissance accumulée depuis plus d'un siècle.

Un autre motif intéressant (qu'une enquête des médias Politico et die Welt a récemment mis en lumière) est que ce sont Bill Gates et ses fondations qui *de facto* ont été en charge de la réponse mondiale à l'épidémie du COVID, hors de tout contrôle des gouvernements.

Indépendamment du fait que sa philanthropie est plus que douteuse (tant dans ses finalités qu'au regard des moyens employés) selon les connaisseurs, on voit mal en quoi, comment et pourquoi un informaticien phobique doit décider de la réponse sanitaire mondiale à une épidémie respiratoire. Or les fondations de Bill Gates et la fondation Rockefeller sont les principaux bailleurs de fonds de l'OMS. Ce qui a conduit Rony Brauman, l'ancien président de médecins sans frontières, à énoncer tout récemment que :

« L'OMS est aujourd'hui partagée entre le pouvoir de Pékin, le lobby pharmaceutique et celui des financements privés, notamment de la Fondation Bill Gates (...) j'estime que l'OMS se rend complice de cette dérive politico-mafieuse. »

Les autorités de l'état de Genève, elles, préfèrent dédier la cuvée de leur vigne officielle à ce « bienfaiteur de l'humanité » dont l'obsession est de modifier génétiquement la nature ainsi que les humains et à sa fondation vaccinale dystopique, la GAVI !

L'on a vu en effet que toutes les instances de santé prévues et outillées pour faire face à une pandémie ont été mises en échec dans les différents pays comme au niveau international. Avec évidemment des soupçons de corruption particulièrement graves – on pense bien sûr à la présidente de la Commission européenne, Ursula van der Leyen, qui a négocié personnellement, en transgression de toutes les règles, les contrats d'injection génique directement avec le CEO de Pfizer. Ce qui a tout de même conduit le procureur européen à ouvrir une enquête pour corruption...

Fraudes et re-fraudes

Les études à l'appui de l'injection génique sont elles aussi massivement frauduleuses, avec une somme d'incohérences et de falsifications camouflées pour l'essentiel dans les annexes, pour éviter que les médecins, les journalistes ou les politiciens y aient accès !

Malgré ces truanderies, le monde médico-politique a clamé à la ronde dès le mois de décembre les louanges d'un produit forcément « sûr et efficace », alors nous disposions à ce moment-là en tout en pour tout d'un seul mois et demi de recul sur un produit expérimental jamais testé sur l'être humain, et avec les seules données bidouillées (nous l'avons montré) de Pfizer pour en juger... Les responsables politiques des différents pays qui ont osé affirmer une chose pareille se sont engagés dans un mensonge d'état envers leur population en profanant de manière très grave la parole publique.

On a vu au passage être jeté aux orties tout un ensemble de règles de sécurité et d'éthique pourtant impératives, comme celles de ne pas imposer une expérimentation médicale à la population, de ne pas vacciner pendant une épidémie, de ne pas vacciner les femmes enceintes, de ne pas user de harcèlement, de chantage ou même de contrainte envers les personnes pour qu'elles se soumettent à la vaccination.

Les autorités ont surenchéri dans le mensonge, hélas, en affirmant par exemple que l'ARN messager restait au point d'injection : on en a retrouvé bien au contraire jusqu'à huit semaines plus tard dans tout le corps et même accumulé dans certains organes comme les gonades avec un risque évident pour la fertilité. On a assuré qu'il était impossible qu'il y ait une retranscription de l'ARNm dans l'ADN. Or une étude in vitro a montré que des cellules hépatiques pouvaient connaître ces phénomènes de rétrotranscription, ce qui pose un évident souci d'intégrité du génome pour les injectés !

Enfin, l'on a nié éhontément l'intensité, la sévérité et la fréquence des effets indésirables, très largement supérieurs à tout ce qu'on a connu au cours de l'histoire. Avec des atteintes cardiaques fréquentes et en rien anodines touchant en particulier les jeunes gens.

Évoquant le rôle glauque et opaque des cabinets de conseil dans la gestion sanitaire (McKinsey a « conseillé » la quasi-totalité des gouvernements occidentaux tout en conseillant aussi Pfizer...), la philosophe Barbara Stiegler, philosophe et professeur à l'université Bordeaux-Montaigne a résumé cette somme de forfaitures :

« Ils n'ont pas commis d'erreur... Ils ont juste une excellente maîtrise de l'ingénierie sociale et de la manipulation des masses. Je vous rappelle que ces cabinets sont des experts de l'ingénierie sociale, ils n'ont pas été recrutés pour rien. »

Une épidémie sans gravité, mais des politiques sanitaires dramatiques

La tragique vérité est que l'épidémie de Sars-CoV-2 était sans gravité, mais que les réponses sanitaires faites de corruption et de prédation des ressources publiques, sans égard pour les besoins réels de la population, ont quant à elles produit des effets littéralement dramatiques.

Quelques scientifiques de réputation mondiale (en l'occurrence les Pr Jay Bhattacharya et Peter McCullough) ont proposé un ensemble de principes pour éviter la répétition de dérives d'une telle gravité :

- #1. Arrêter de raconter des mensonges, pieux ou autres ; être honnête avec la population.
- #2. Cesser de harceler et délégitimer les bons médecins et experts.
- #3. Mettre fin aux recommandations dictatoriales, fournir des données transparentes et faire une véritable analyse des données.
- #4. Produire une analyse mensuelle des données de sécurité et instituer des comités externes de suivi des données de sécurité.
- #5. S'attaquer à l'incompétence épidémiologique du CDC et à son asservissement à l'industrie.
- #6. Reconnaître quand on va dans une mauvaise direction, et y remédier.
- #7. Renoncer à imposer des obligations et des rappels pour des vaccins inefficaces.
- #8. Ne pas conditionner les pédiatres à harceler les parents pour un vaccin inefficace.
- #9. Accepter les termes et les conséquences de l'admission tardive par le CDC que les vaccinés ne sont pas différents des non-vaccinés en termes de

contagiosité.

#10. Peut-être pas tant comme idée de réforme que comme un besoin inévitable : plus de poursuites judiciaires.

Le constat doit être posé que l'entier du système aujourd'hui a atteint un degré de corruption toxique, au croisement de la malhonnêteté et de la malfaisance des uns et de l'irresponsabilité et la soumission des autres.

Comme le soulignait Primo Lévi, rescapé des camps de la mort :

« *Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux, ceux qui sont vraiment dangereux ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter.* »

Ce sont eux qui ont asphyxié et traumatisé les enfants, privé de soins les malades, isolé et parfois même achevé les aînés, imposé le port du masque aux parturientes, stigmatisé et brutalisé tous ceux qui avaient préservé leur bon sens et leur esprit critique.

Il est impératif que tous ceux qui ont participé à cette dérive gravissime en semant la destruction, la terreur et la mort dans la population, en s'attaquant en particulier à ses groupes les plus vulnérables, aient à répondre de leurs actes devant la justice, comme il se doit au regard du nombre de lois constitutionnelles, civiles et pénales qui ont été violées par les états au cours de cette crise – comme conséquence de la fraude et de la corruption sévissant dans le domaine de la santé.

◦ Pour télécharger la présentation au format PDF : [cliquer ici](#).